

Dialogue social

Les praticiens hospitaliers de nouveau en grève promettent une "rentrée très chaude"



Publié le 04/07/23 - 17h46

"Une rentrée très chaude". Telle est la promesse formulée ce 4 juillet par Alliance hôpital et l'INPH pour la deuxième journée de mobilisation des praticiens hospitaliers. En grève la veille, APH promet également des actions "plus agressives".

"La situation à l'hôpital public n'a jamais été aussi grave. La profession de praticien hospitalier est devenue un véritable repoussoir." Tels sont les mots de l'intersyndicale formée par Alliance hôpital — composée du Syndicat national des médecins, chirurgiens, spécialistes, biologistes et pharmaciens des hôpitaux publics (Snam-HP) et de la Coordination médicale hospitalière (CMH) — et de l'Intersyndicat national des praticiens d'exercice hospitalier et hospitalo-universitaire (INPH) ce 4 juillet. Les structures signataires du Ségur de la santé appelaient les praticiens hospitaliers à une deuxième journée de grève, au lendemain de la mobilisation organisée par Action praticiens hôpital (APH, lire notre [article](#)). Un appel relayé par les composantes de chacune des intersyndicales, à l'image de l'Organisation nationale syndicale des sages-femmes (ONSSF) qui a rejoint l'INPH en 2022, ou encore du Syndicat des hospitalo-universitaires (Shu). Plusieurs soutiens ont aussi été exprimés au-delà de ces rangs et notamment par le FO-SPS qui, comme il l'avait fait pour la mobilisation de la veille, a communiqué ce 4 juillet son soutien aux médecins hospitaliers.

Une grève "massivement suivie"

Quelle participation pour ce deuxième mouvement ? Ce 4 juillet, dans l'après-midi, les intersyndicales se sont félicitées d'une grève "massivement suivie", estimant que le mouvement a touché la moitié des établissements. *"Le taux de grévistes y dépasse largement les 60%"*, soulignent-elles dans un communiqué. La modalité d'action la plus respectée et suivie a été la déclaration d'une heure de grève aux directions hospitalières. Les secteurs les plus touchés ont été la psychiatrie, la réanimation, la biologie, la chirurgie, la pédiatrie et la radiologie, détaillent les organisateurs. *"Cette journée a été mémorable et la lutte contre la désertification de l'hôpital et la crise aiguë financière et démographique de la médecine hospitalière nous verront toujours présents"*, saluent-ils en outre.

Quelles sont les revendications de ce deuxième mouvement ? Alliance hôpital et INPH exigent la reprise "immédiate" des négociations sur l'attractivité des carrières des praticiens hospitaliers et hospitalo-universitaires suspendues le 12 mai dernier, avec notamment l'attribution d'une dotation par le ministère de l'Économie et des Finances (lire notre [article](#)). Cette enveloppe devrait à leurs yeux permettre :

- une augmentation générale de l'ensemble des rémunérations pour tenir compte de l'inflation ;
- la prise en compte de la cinquième plage horaire pour valoriser la continuité des soins et la revalorisation immédiate de la permanence des soins, gardes et astreintes incluses. *"Ce chantier est toujours en jachère malgré les engagements donnés par le président de la République lors de ses vœux aux professionnels de santé"*, note l'intersyndicale ;

- le raccourcissement "*significatif*" de la durée de carrières des praticiens hospitaliers leur permettant d'atteindre les derniers échelons de la grille salariale statutaire créés lors des négociations du Ségur de la santé ;
- la finalisation des négociations sur la retraite et l'attractivité des hospitalo-universitaires.

Toujours pas d'enveloppe

Afin de porter ces revendications, Alliance hôpital et l'INPH ont demandé une entrevue au ministère de la Santé et de la Prévention. Une délégation composée de six praticiens a été reçue par le cabinet de François Braun en début d'après-midi ce 4 juillet, tandis que se tenait à proximité un rassemblement, "*la seule manifestation prévue durant ces 48 heures de grève*", soulignait la veille auprès de *Hospimedia* le président de la CMH, le Dr Norbert Skurnik. La délégation a ainsi pu "*exposer la totalité des problèmes de tout l'hôpital public*", indique l'intersyndicale ce 4 juillet. En outre, elle affirme que "*des assurances ont été données quant à la volonté du ministre de faire aboutir les négociations entamées depuis le début de l'année et suspendues depuis le 12 mai*". "*Il manquerait toujours, malgré tout, un feu vert interministériel pour le mandat de négociation et le montant de l'enveloppe financière*", précise néanmoins les praticiens. Et ces derniers de conclure : "*La rentrée sera très chaude.*"

APH promet une action "*plus agressive*" après l'été

Au lendemain du mouvement de grève organisé par APH, l'intersyndicale a pris la parole ce 4 juillet pour réaffirmer les chiffres d'une mobilisation "*inedite*" et lancer un nouvel avertissement. "*Si rien ne se passe d'ici 48 heures, APH interpellera directement le président de la République afin qu'il s'explique sur la non-application de ses engagements du 6 janvier 2023*", prévient APH. Elle ajoute qu'elle sollicitera les praticiens pour reprendre la mobilisation après l'été "*probablement sous une forme plus agressive, puisqu'il faudra sans doute encore renforcer le rapport de force*".

Clémence Nayrac

Les informations publiées par Hospimedia sont réservées au seul usage de ses abonnés. Pour toute demande de droits de reproduction et de diffusion, contactez Hospimedia (copyright@hospimedia.fr). Plus d'informations sur le copyright et le droit d'auteur appliqués aux contenus publiés par Hospimedia dans la rubrique [droits de reproduction](#).

Pas encore abonné à HOSPIMEDIA ?

Testez gratuitement notre journal en vous rendant sur <http://www.hospimedia.fr>

Votre structure est abonnée ?

Rapprochez-vous de votre référent ou contactez nous au 03 20 32 99 99 ou sur <http://www.hospimedia.fr/contact>